

Calendrier

➤ Secrétariat de l'Union

jeudi 5 juillet 2018 - 14h30
jeudi 6 septembre 2018 14h30

➤ Commission exécutive de l'Union FO 94

Jeudi 20 septembre 2018 **14H30**

➤ Comité de concertation Maison Des Syndicats M Germa

jeudi 20 septembre 2018 -9h30

➤ Formation syndicale

Inscription ouverte pour la 2018 avec le site internet www.fo94.fr dont le calendrier ci-joint est en ligne comme le formulaire d'inscription.

Contacts Philippe PEYSSON ou Nathalie

➤ Formation syndicale PRUDHOMMES

Les conseillers prud'hommes du val de marne auront une formation -2ème cycle à Créteil du **15 au 17 octobre** sur leur nouveau mandat et le fonctionnement des prud'hommes.

➤ Protection sociale

changement d directeur à la CPAM 94, Mr G LE MAY est promu DG à l'UCANSS, remplacé par Mr Frantz LEOCADIE de la CG SS Martinique.

SITE INTERNET UD FO 94

www.fo94.fr

notre site a été remodelé et rafraîchi avec ses rubriques habituelles, communiqués, formation syndicale, documentations, publications, etc.....

FO94, Courrier de l'Union juin/juillet 2018

Édité le 13 juillet 2018
UNION DEPARTEMENTALE
FO 94
Commission Paritaire
0320 S 07318
Directeur de la publication
Marc BONNET

Rédaction : le Secrétariat
Imprimé par nos soins (IMP UD FO 94)

Rester vigilant et mobilisé

Conformément au mandat donné lors du 24ème congrès confédéral de LILLE et réaffirmé dans la déclaration de la commission exécutive confédérale du 23 mai, notre Confédération poursuit son travail de construction d'un front unitaire contre la politique Macron ; le 28 juin dernier, les organisations CGT - FO et la jeunesse UNL-FIDL-UNEF prenaient date pour la rentrée ayant bon nombre de mécontentements à exprimer après les ordonnances Macron, Parcoursup, la rentrée universitaire...

Et pour cause.... à entendre les propositions d'amendements ici et là des députés, on attaque les garanties collectives, la sécurité sociale, les retraites, les retraites par reversion, les aides sociales, les retraites complémentaires arcco/agirc.....que l'Etat voudrait bien reprendre la main sur les partenaires sociaux et le paritarisme.

Restez vigilants et mobilisés durant cet été, préparer la résistance, les revendications et la reconquête car il faudra nul doute s'exprimer dans nos positions et réagir.

La rencontre au CESE ce 11 juillet des 5 confédérations avec le medef, la cpme et l'u2p ouvre la possibilité d'une expression commune sur la défense du paritarisme, l'assurance chômage.. Elles seront reçues toutes le 17 juillet à l'Elysée.

Quoi qu'il en soit, l'Union Départementale invite les structures syndicales à poursuivre le travail d'information et de sensibilité, la définition de leurs cahiers revendicatifs, la poursuite de réunions syndicales avec les salariés et fonctionnaires.

Le **Crédit Foncier** dont le siège est situé à **charenton le pont** est victime de sa dernière réorganisation pour son intégration à la BPCE, le syndicat avec D DELEVEAU a tout notre soutien dans le combat engagé ou aucun salarié ne saurait rester sur le carreau ; **Carrefour market** à **Bonneuil** est également une victime collatérale de la réorganisation de Carrefour france avec sa fermeture, le syndicat FO SGTA94 comme le Maire de Bonneuil apportent aux salariés concernés, leur solidarité et appui.

C'est pourquoi l'Union Départementale FO 94 tient à rappeler au travers de la déclaration du Secrétariat de l'Union du 5 juillet ses priorités revendicatives syndicales comme elle apporte son soutien aux actions que pourraient engager les syndicats FO.

Elections afoc locataires hlm

Fin 2018 auront lieu les **élections HLM**. l'AFOC étant l'une des 5 associations nationales de locataires, ce scrutin constitue un enjeu majeur pour notre représentativité, dans un contexte où le logement est en crise avec les orientations gouvernementales à l'égard du 1% logement et des hlm / projet de loi ELAN et de surcroît ce poste de dépenses atteint jusqu'à 50 % du budget des ménages. **Par ailleurs la loi Egalité et Citoyenneté a reformaté les conditions, ouvertes aux associations autres, et des listes paritaires hommes/femmes.**

Aussi l'AFOC 94 recherche des candidat(e)s sur des bailleurs ciblés : **créteil habitat, logial alfortville, valophis val de marne, antin résidences, coopérer pour habiter, hlm vitry moulin vert, immobilière 3f, paris habitat, elogie siemp, icf la sablière, osica**, etc liste non exhaustive
contacts afoc94@orange.fr tél 01 43 99 15 15 ou 01 43 99 25 25

Comme évoqué lors de la Commission Exécutive du 25 juin, à la veille de la journée de revendications et de mobilisations du 28 juin CGT-FO- UNEF-UNL-FIDL qui a pris forme dans une manifestation de Bastille à République, les militants de l'Union Départementale FO 94 ont listé leurs revendications et difficultés liées à la situation économique et sociale, comme leur opposition à la politique du gouvernement Philippe/Macron.

- Du conflit des **cheminots** contre la réforme Spineta, aux suppressions d'emplois attendus dans divers secteurs, FO 94 tient à rappeler la **nécessité de construire le rapport de force** nécessaire à infléchir cette politique. La dernière rencontre des confédérations comme des bureaux confédéraux FO et CGT amorce cette construction pour la rentrée fin septembre ou début octobre.
- Après la réforme des PTT transformation d'administration d'Etat en deux sociétés anonymes de droit privé avec des fonctionnaires et des contractuels, c'est au tour de la SNCF de s'adapter, sous couvert de directives européennes de concurrence : transformation de la Société et du statut des personnels ; ce combat est aussi le combat et la défense des services publics en tout point du territoire avec la desserte des gares ferroviaires et des lignes peu rentables.
- Depuis janvier, dans les **hôpitaux et les EPHAD**, les personnels se battent contre le manque d'effectif et la suppression de postes, de la réduction de moyens budgétaires et de lits. Le Projet National de Santé 2 contenu dans la loi de finance inscrit 1,2 milliards d'euros d'économie sur la masse salariale et de 1,6 milliards d'euros sur le budget des Etablissements Publics de Santé, qui ne peuvent qu'impacter la Région IDF et nos Etablissements de Santé dans le PRS2.
- Concernant les **services publics** dans leur ensemble ou dans les services régaliens, les finances publiques à la veille du prélèvement à la source voient baisser encore leurs effectifs dans le cadre des -120 000 emplois à venir dans la fonction publique.
- Au **Crédit Foncier de France** dont le siège social est situé à Charenton le pont, les 5 perspectives d'évolution sont effacées au profit de sa disparition et de ses 2200 emplois et **216** agences locales ; le nouveau directeur de la Banque Populaire et Caisse d'Epargne BPCE a annoncé la mort de sa filiale du Crédit Foncier pourtant bénéficiaire de 33 millions d'euros sur le dernier exercice et son intégration dans le réseau bancaire du Groupe BPCE. C'est un coup très dur porté au secteur immobilier et à ses clients comme à ses personnels déjà frappés de plans de réorganisation et de PSE!
- Dans les **transports aériens**, c'est la menace contre **Aéroports de paris** (SA depuis 2005 détenue à 50,6% par l'État) d'une privatisation qui ne dit pas son nom mais l'Etat entend bien se désengager au travers de la Loi PACTE, n'ayant pas vocation à gérer les trois aéroports de **Paris Orly Roissy le Bourget** mais plus à réguler le transport aérien. Dans le passé les personnels ont largement payé les réorganisations avec la suppression de 2000 emplois sur les 8 000 agents.
- Dans le **logement social**, la loi ELAN prépare la réorganisation des OPHLM avec une dimension cible de 15.000 logements par opérateur au travers de rapprochement en SAC (société anonyme de coordination), de privilégier la vente du parc social (40.000 logements/an) au privé, de précariser le maintien dans les lieux, avec la révision des droits de bail tous les 3 ans selon les ressources.
- Dans le **commerce et l'alimentation**, les salariés de **CARREFOUR France** sont encore les sacrifiés des réorganisations successives avec la suppression de 1850 emplois, la vente ou cession des 249 ex magasin DIA sans repreneurs à ce jour et à l'époque rachetés par Carrefour, la fermeture de Carrefour MARKET de Bonneuil s/marne
- Dans l' **Education Nationale**, c'est la rentrée scolaire de sept 2018 avec son lot de fermetures de classes en Val de Marne, quelques ouvertures au gré des mobilisations des enseignants et parents d'élèves et la mobilisation gagnée pour ramener les rythmes scolaires à la semaine de 4 jours partout (exception de l'entement de Maisons Alfort et Vincennes).
- C'est encore le système **Parcours sup** avec une sélection à l'entrée universitaire selon des "algorithmes", le contrôle continu du baccalauréat et un examen recentré sur quelques épreuves finales ; **Le baccalauréat, diplôme national reconnu dans les conventions collectives et équivalent à un niveau de salaire, est un des piliers des garanties collectives. Il s'appuie sur des programmes nationaux centrés sur des connaissances disciplinaires.**
- Dernièrement en date, c'est encore le projet de loi **"avenir professionnel"**, ou la liberté de se débrouiller seul qui attaque la formation professionnelle, l'apprentissage ouvert jusqu'à 30 ans, la révision de l'assurance chômage ouvert aux démissionnaires et la remise en cause du paritarisme.
- C'est enfin, un amendement fort de sens avec le changement de la **"Sécurité Sociale"** en **"Protection Sociale"**, qui pourrait effondrer notre système actuel, collectif et solidaire, porté alors vers les assurances privées. Nos cotisations ne seraient plus là "pour sécuriser les parcours de vie mais pour protéger des risques de l'existence." Cela pourrait augurer d'une réforme plus profonde des retraites vers un système à points sans aucune lisibilité dans le temps comme la révision des pensions de reversions où chacun devrait se prémunir.

Pour l'UD FO du Val de Marne, cet été doit être propice à préparer la riposte, la résistance et nos cahiers de revendications pour la reconquête de nos droits :

- Maintien du Code du travail, des conventions collectives et des statuts des personnels, comme celui de du statut général de la fonction publique Etat/collectivités/hospitaliers,
- Maintien de la sécurité sociale de 1945 fondée sur le salaire différé, défense du système de retraite actuel par répartition,
- Maintien de l'Education nationale et des diplômes nationaux, contre la territorialisation de l'école publique,
- Arrêt des suppressions de postes 120 000 à la fonction publique dont 50 000 à l'Etat dont la DGFIP frappée de plein fouet avec le PAS,
- Revalorisation des rémunérations par l'augmentation générale des salaires, de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires,
- NON à la privatisation SNCF/ADP... ou contractualisation des services publics, intégrations des agents contractuels existants, arrêt des restructurations des services...

L'Union Départementale fo94 invite toutes les structures syndicales à établir leurs revendications comme elle apporte son soutien à toutes les actions et mobilisations que pourraient engager les syndicats FO dans la défense des intérêts des travailleurs .
Le Secrétariat de l'Union -5 juillet 2018

Syndicats et patronat font front commun face à Macron

Les Echos - 12/07/2018 Marie BELLAN

Les leaders syndicaux et patronaux des huit organisations représentatives se sont retrouvés mercredi au palais d'Iéna à Paris. Mais leur capacité d'agir en commun paraît limitée.

Ils s'étaient mis d'accord pour ne rien laisser filtrer du contenu de leur rencontre. Les dirigeants des huit organisations syndicales et patronales représentatives, [qui se réunissaient mercredi](#) à huis clos au Conseil économique social et environnemental (Cese), voulaient avant tout montrer qu'il faut compter avec eux pour dresser l'agenda social des prochains mois. « *Nous sommes là et nous existons* », a lâché Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, à la fin de la réunion.

A la question : « *Est-ce une façon de faire front commun face à Emmanuel Macron ?* » le leader de FO, Pascal Pavageau, a répondu « *oui* ». Mais pas question de dévoiler leurs cartes avant la rencontre que les huit leaders patronaux et syndicaux auront mardi 17 juillet à l'Elysée avec le chef de l'Etat.

« *La bonne nouvelle, c'est qu'on s'est vu de notre propre chef* », a souligné Pascal Pavageau, qui a présenté cette réunion comme un point d'étape qui serait suivi d'autres réunions du même type « *rapidement* ». Le climat de la rencontre, la première du genre pour [Geoffroy Roux de Bézieux](#) qui vient d'être élu à la tête du Medef, a été qualifié de « *chaleureux et productif* » par François Hommeril, le secrétaire général de la CGC.

Les leaders syndicaux et patronaux n'ont pas voulu réagir à la demande qui leur a été faite par l'exécutif de renégocier une [nouvelle convention Unédic](#) alors qu'un projet de loi de réforme de l'assurance-chômage est déjà en train d'être voté au Parlement. « *Je ne fais pas de procès d'intention. Le sujet d'aujourd'hui porte sur la façon de faire des partenaires sociaux, pas sur celle de l'exécutif* », a déclaré François Hommeril.

Santé au travail

Reste à savoir quels seront les sujets sur lesquels les partenaires sociaux vont pouvoir peser. Plusieurs d'entre eux souhaitent aborder le sujet de la santé au travail, un thème qui a été évoqué par le président de la République lui-même lors de son discours devant le Congrès.

Geoffroy Roux de Bézieux a aussi à coeur le sujet de la transformation numérique et de son impact sur l'évolution des métiers, un thème qu'il a souvent évoqué lors de sa campagne pour la présidence du Medef. Mais le sujet central de l'agenda social à la rentrée, si les partenaires sociaux l'acceptent, sera quoi qu'il en soit l'assurance-chômage.

« C'est vrai que la négociation va être plus contrainte, plus encadrée, même si elle l'était déjà sous les précédents gouvernements de façon plus informelle, rappelle un responsable patronal. Mais quel que soit le degré d'impulsion de l'Etat, les huit organisations syndicales et patronales ne peuvent être que d'accord pour dire qu'on a des choses à négocier et à gérer ensemble. Si nous sommes huit à le dire, le gouvernement ne pourra pas tout balayer d'un revers de main. »

SOCIAL ■ Syndicats et patronat se sont réunis pour mieux travailler ensemble Rendez-vous pris en septembre

Les chefs des huit principales organisations patronales et syndicales, réunis hier, ont convenu d'un nouveau rendez-vous en septembre, pour tenter de travailler ensemble autour de priorités communes.

Se sentant peu entendus par le président de la République, les chefs des principales organisations patronales et syndicales se sont réunis, hier. Discrets sur le contenu de leurs discussions, à une semaine d'un rendez-vous avec Emmanuel Macron, ils ont insisté sur leur unité, et ont convenu d'une nouvelle réunion en septembre. L'objectif affiché est de travailler main dans la main autour de priorités communes.

Geoffroy Roux de Bézieux, président du Medef, a qualifié la réunion de « cordiale ». Laurent Berger, de la CFDT, s'est réjoui du « climat de discussion extrêmement serein sur les grands enjeux de transformation et de mutation économique et sociale ».

De son côté, Philippe Martinez (CGT) a vu comme « bon signe » cette rencontre unitaire « pour



UNION. Pascal Pavageau (FO), Philippe Martinez (CGT) et Laurent Berger (CFDT) se sont retrouvés. AFP

aborder les sujets qui concernent le dialogue social et les sujets interprofessionnels ». De mémoire de syndicalistes et d'entrepreneurs, c'est la première fois que les leaders des deux bords arrivent à prendre langue tous ensemble.

La « méthode Macron »

Philippe Louis, président de la CFTC, avait reconnu mardi que « la méthode

Macron » avait été « un des éléments déclencheurs de cette réunion ».

Une source interne au patronat avait expliqué que la réunion avait été décidée après le « constat que les corps intermédiaires sont considérés comme une sorte de faire-valoir » par le gouvernement, et non « comme des partenaires incontournables ».

L'idée, surtout côté FO et

CFDT, est de défendre la fixation d'un agenda social commun, indépendant de celui voulu par le gouvernement.

Le rendez-vous à l'Élysée du 17 juillet, réclamé par la CFDT et FO, sera l'occasion de « jeter les bases d'un nouveau contrat social, celui du siècle qui s'ouvre », a expliqué lundi, devant le Congrès, le chef de l'État. ■